

## Pour l'innovation sociale

« Laissez-nous innover, inventer, expérimenter ! » C'est l'appel unanime lancé par les socialistes à La Rochelle. Véritable serpent de mer de la vie politique française, le droit à l'expérimentation pour les collectivités locales est devenu une impérieuse nécessité, en particulier dans le domaine social comme l'ont démontré les élues, Nathalie Sarrabezolles et Carole Delga, à l'atelier « Innovation sociale » au Campus 2019 à La Rochelle.



Le 24 août à La Rochelle

« L'innovation sociale est d'abord un état d'esprit, une manière de penser », a rappelé la présidente du Conseil départemental du Finistère. « Depuis le début des années 2000, et l'élaboration de notre agenda 21, nous avons pris l'habitude d'associer les habitants et leurs représentants lorsque nous élaborons nos politiques publiques ».

Alors que la France se caractérise avant tout par sa diversité, vouloir appliquer les mêmes politiques, décidées à Paris, sur l'ensemble du territoire de manière uniforme est contre-productif. Même au sein du Finistère, les enjeux ne sont pas les mêmes sur l'ensemble du département.

Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, approuve cette volonté de coopération avec les départements. « Dans le domaine social, nous ne disposons pas de l'expertise nécessaire et surtout, notre territoire est trop étendu pour intervenir efficacement. Il faut de la proximité. »

S'il existe une illustration de l'importance de l'expérimentation dans le domaine social, c'est bien « Territoire zéro chômeur de longue durée ». L'idée même de cette opération est de

vérifier empiriquement si l'argent que la collectivité consacre à l'indemnisation des demandeurs d'emploi ne serait pas plus utile à financer des entreprises à but d'emploi pour permettre à des chômeurs de travailler et de rendre des services que le marché avait abandonné.

La loi permettant cette expérimentation sur dix territoires a été votée en février 2016. 1849 demandeurs d'emploi de longue durée se sont portés volontaires. 770 ont été embauchés en CDI par une entreprise à but d'emploi et près de 300 travaillent dans une entreprise classique.

Le bilan à mi-parcours est donc très encourageant. Mais que se passera-t-il à l'avenir ? La réussite de ce dispositif repose essentiellement sur la mobilisation de toutes les forces vives du territoire qui s'engagent sur le long terme. Il n'est donc pas concevable que l'expérience engagée dans les dix premiers territoires s'achève au bout de cinq ans. Mais il faut aussi tenir compte des autres collectivités qui souhaitent entrer dans le dispositif et surtout qui se préparent, depuis déjà plusieurs mois. Reste à savoir si la majorité actuelle s'engagera à poursuivre l'expérimentation et à permettre à d'autres territoires de s'y engager...

CAP  
FINISTÈRE  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 5/09/2019

SITE DE DEPOT  
P1  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Coucou

Jusqu'à présent, dans les salles des profs, Jean-Michel Blanquer était surnommé « Alt CTRL suppr » en référence à sa capacité à effacer toutes les avancées de ses prédécesseurs du dernier quinquennat.

Cependant, en cette rentrée, il fait plutôt figure de coucou, l'oiseau qui fait couvrir ses œufs dans les nids des autres, que d'effaceur.

En effet, pour tenter d'apaiser le corps enseignant, très remonté contre sa politique, le ministre n'a rien trouvé de mieux que d'annoncer, quelques jours avant la rentrée, une augmentation de salaire de 300 euros en moyenne. Le ministre ne semble pas avoir pris la mesure de la grogne des enseignants qui ne saurait être résolue par une hausse de salaire. Mais, cette hausse avait été programmée sous le quinquennat de François Hollande et gelée dès l'élection d'Emmanuel Macron.

Les syndicats enseignants n'ont pas manqué de dénoncer cette opération de communication qui pourrait bien se retourner contre son auteur.

# Nos parlementaires au travail

Les socialistes représentent la troisième force parlementaire. Les deux présidents de groupes sont allés à la rencontre des adhérents à l'occasion du Campus 19. «Être élu, ça consiste à légiférer mais aussi à rendre des comptes», ont expliqué Valérie Rabault et Patrick Kanner, respectivement en charge du groupe socialiste à l'Assemblée et au Sénat.



Valérie Rabault et Patrick Kanner

C'est d'ailleurs en grande partie grâce à eux que le Parlement a pu remporter la première manche du match pour l'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroport de Paris. «Sur les 248 parlementaires qui ont signé cette demande, 101 étaient socialistes», ont rappelé les présidents de groupe. Reste cependant à transformer l'essai. Et là, il ne s'agit plus de mobiliser les parlementaires, mais les citoyens. 4,7 millions précisément. Comme pour un match de rugby, il y a deux mi-temps et nous ne sommes qu'au

début de la deuxième. Le public est majoritairement hostile à cette privatisation.

Or, ont rapporté les adhérents, il est très compliqué de signer pour ce référendum. Lorsque le site n'est pas en maintenance, c'est les paramètres de confidentialité qui obligent les citoyens à s'y reprendre à plusieurs fois pour finaliser leur soutien à l'organisation de ce référendum.

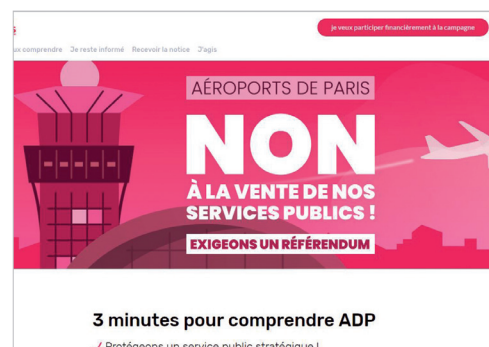
**« Pour la première fois un référendum ne sera pas proposé par le président. »**

« Le gouvernement ne fait rien, et c'est un euphémisme, pour nous faciliter la tâche », a déploré Patrick Kanner. Pourtant, pour le Grand débat, il a été capable de trouver plusieurs millions d'euros et de mettre en ligne un site internet digne de ce nom. Mais la donne changera et la dynamique s'amplifiera lorsque la barre du million de signataires aura été franchie. « Le président de la République, lui-même, a estimé qu'à partir du million de signataires, une question pouvait être soumise à référendum », a rappelé Patrick Kanner.

La collecte des signatures durera jusqu'au 20 mars 2020. « L'enjeu est considérable », ont rappelé Valérie Rabault et Patrick Kanner. « Ça serait la première fois, sous la V<sup>e</sup> République,

que la question à un référendum ne serait pas posée par le président de la République. »

Au moment où se tenait le Campus 19, le projet de budget n'était toujours pas connu. Mais, comme en 2017 et 2018, les parlementaires socialistes auront à cœur d'avancer des propositions afin de le rendre plus juste socialement. Car, le moins qu'on puisse dire est que les deux premiers exercices budgétaires de cette majorité ont montré que leurs priorités allaient essentiellement vers les contribuables les plus aisés.



Déjà plus de 700 000 signataires

Les élu.es socialistes seront particulièrement vigilants sur le projet de réforme des retraites. « Nous ne laisserons pas le président de la République utiliser ce débat à des fins politiciennes pendant la campagne des Municipales comme il l'a fait pour les Européennes avec le Grand débat », ont prévenu les deux présidents de groupes.

## Députés : le gruppette finistérien



l'Assemblée nationale.

Mais où sont passés les députés finistériens? Depuis deux ans, ils sont si discrets dans leurs circonscriptions qu'il semblerait qu'ils limitent leur action à la présence sur des photos aux côtés des ministres de passage. Ce qui est par contre incontestable, c'est leur inexistence avérée à

l'Assemblée nationale. En effet, les places qu'ils occupent, dans un classement récemment publié, sont aussi consternantes qu'affligeantes\*. Précisons d'abord que la mesure de leur activité législative a été évaluée à partir de la compilation de plusieurs données objectives (présence et interventions en commission ou dans l'hémicycle, amendements signés, rapports rédigés). Et s'il est juste que ces paramètres ne résument pas la totalité de leur action au sein du Palais-Bourbon, leur addition n'en donne pas moins une indication peu contestable.

Si l'on écarte évidemment Richard Ferrand qui, en raison de sa présidence, est hors concours, il faut plonger à la 117<sup>e</sup> place pour trouver le premier élu du Finistère, en l'occurrence Erwan

Balanant (Quimperlé) avec une note globale de 5,8 soit deux fois moins que le trio de tête. Ensuite, on trouve Liliana Tanguy (Pont-l'Abbé) à la 165<sup>e</sup> place (5,3) qu'elle doit à la diversité de ses interventions en commission, une variété qui contraste avec le vide de son travail d'écriture des lois, puis il faut descendre encore pour croiser dans la seconde moitié du tableau Graziella Melchior (Landerneau), 311<sup>e</sup> avec une note de 4,5 logiquement inférieure à la moyenne, puis plus bas encore, dans une forme de tir groupé dans les profondeurs du classement, Annaïg Le Meur (Quimper), 431<sup>e</sup> (3,8), Jean-Charles Larsonneur (Brest-ville), 443<sup>e</sup> et 3,7 et Sandrine Le Feur (Morlaix), 457<sup>e</sup> et 3,7. Arrive enfin bon dernier, Didier Le Gac (Brest rural) 481<sup>e</sup> sur 577...

En 2017, déjà confrontés à leur inaction, ils protestaient en expliquant qu'ils devaient tout apprendre. En 2018, ils justifiaient leur vacuité par la diversité des charges à assumer entre la circonscription et l'hémicycle. En 2019, quelle sera leur tentative de justification?

\* Consultable sur [https://drive.google.com/file/d/1Rb7eWDIUs89cGfBEMU7fBmsJPT85HUs3/view?fbclid=IwAR3PJTwfoLoYbGaKK\\_Ce1VzNxqUk09CrlgVBmmjCLnQYuMKdoreaN8LYZv4](https://drive.google.com/file/d/1Rb7eWDIUs89cGfBEMU7fBmsJPT85HUs3/view?fbclid=IwAR3PJTwfoLoYbGaKK_Ce1VzNxqUk09CrlgVBmmjCLnQYuMKdoreaN8LYZv4)

# Un rendez-vous incontournable

**Il n'existait plus et, fort heureusement, Olivier Faure et Maxime Des Gayets l'ont réinventé. Le Campus 19 qui s'est tenu à La Rochelle du 23 au 25 août a rempli toutes ses promesses, selon l'avis unanime des adhérents de la Fédération du Finistère qui ont participé aux travaux de l'édition 2019.**

« **L**e Finistère, et la Bretagne en général étaient bien représentés cette année », a pu constater Claire Thomas de Morlaix qui est revenue extrêmement motivée de ce week-end. « **C'est une bouffée d'oxygène avant de nous lancer dans les Municipales** », résume Ronan Le Berre du Relecq-Kerhuon. « **Olivier Faure a su trouver les mots pour motiver les adhérents.** »

En alternant les conférences-débats dans l'auditorium, les ateliers thématiques, les sessions de formation axées cette année sur la préparation des Municipales et les forums-débats, les organisateurs ont donné aux participants la possibilité de se former mais aussi d'intervenir. « **L'accent a été mis cette année sur la participation des militants** », se

félicite Renaud Sarrabezolles du Relecq-Kerhuon.

« **On peut constater que l'équipe nationale, autour d'Olivier Faure, est pleinement engagée dans la rénovation du parti** », se félicite Béatrice Coste de Moëlan-sur-Mer. « **La relève, composée de jeunes secrétaires nationaux, est là** ».

« **J'ai obtenu des réponses à des questions que je me pose en tant que candidat aux Municipales** », se félicite Pascal Pérocheau, de Plovan, qui a participé aux ateliers consacrés à la préparation des élections municipales.

Sur le fond, le Campus 19 a abordé toute une série de thématiques mais il

s'est surtout focalisé sur trois enjeux : la réponse du PS à l'urgence climatique, la question institutionnelle et la préparation des élections municipales. « **Les débats en séances plénières ont permis de mettre en avant des diagnostics partagés, même si nous ne sommes pas totalement d'accord sur les solutions à apporter, notamment sur la réforme des institutions** », estime Serge Rousseau de Bourg-Blanc.

Ce campus a permis d'affiner la position du PS sur l'urgence climatique. Pour les socialistes, la question qui se pose n'est pas : croissance ou décroissance ? Mais comment créer les conditions de la sobriété énergétique.

Les militants qui, comme Michèle Queroué-Mary, avaient connu l'ancienne version partagent le même avis positif sur l'édition 2019. « **L'ambiance était beaucoup plus studieuse et détendue** », a-t-elle pu constater.

Les participants au Campus 2019 recommandent à tous les adhérents qui le pourront de participer à l'édition 2020. Ce sont trois jours de formations, de débats et de convivialité qui contribuent à renforcer l'engagement militant.



Les Finistériens au Campus 19

## Quelques mots pour la mémoire de Jean-Claude Joseph

**Jean-Claude Joseph nous a quittés au mois de juillet. Jean-Jacques Urvoas rend hommage à celui qui fut candidat aux Municipales à Quimper en 2001.**

« **S**on large sourire et ses yeux rieurs disaient tout de l'affabilité sans calcul qui le caractérisait. Et dans les nombreuses campagnes électorales auxquelles il participa, comme durant les longues années où il assumait une responsabilité politique, cette attention aux autres jamais ne se dissipa. S'il fallait trouver un moteur pour expliquer la constante énergie qu'il consacra à la vie quimpéroise, ce serait certainement dans la volonté d'aider. Jean-Claude Joseph était un élu désintéressé, cordial avec chacun et disponible pour tous.

*Pour avoir travaillé à ses côtés et avoir souvent bénéficié de ses conseils, je sais aussi combien ce naturel chaleureux et gai savait se conjuguer avec l'opiniâtreté de ses convictions.*

*Jean-Claude était un homme de racines. Il était né dans le peuple et, même parvenu au faite des honneurs au sein de la municipalité ou au Conseil départemental du Finistère, il revendiquait fièrement ses origines. Breton et solidaire, socialiste par choix sans dévotion ni sectarisme. C'était le contraire d'un opportuniste.*

*Il restera enfin comme un élu réformateur. S'il avait des réflexions idéalistes, il savait prendre des décisions réalistes. Car il ne manquait pas de*

*caractère même s'il veillait toujours à rester aimable. Jamais je ne l'ai vu dépassé par sa tâche ou par ses responsabilités. Bien des transformations engagées sur Kerfeunteun dans les vingt dernières années lui doivent beaucoup que ce soit dans le développement du logement social ou dans l'implantation d'équipements collectifs. Jean-Claude Joseph agissait pour ce qu'il pensait être le mieux.*

*Ces quelques mots traduisent bien mal le profond chagrin que nous cause la mort d'un homme dont chacun percevait la qualité rare faite de courage, de désintéressement, de dévouement au bien public.»*

**Jean-Jacques Urvoas**

# Agenda

**8 septembre**

12h00 : Barbecue de rentrée des sections brestoises à l'Auberge de jeunesse du Moulin Blanc à Brest.


**14 septembre**

Fête de la gauche à Quimperlé.

**21 septembre**

10h00 : conférence débat sur l'avenir des langues régionales, Espace Benoîte-Groult à Quimperlé.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1279 - Vendredi 6 septembre 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS

# La loi pour tous, tous pour la loi

**Philippe Quéré et Dominique Raimbourg**

**Il est urgent de réformer le Parlement. C'est la tâche à laquelle se sont attelés Dominique Raimbourg, qui fut député de Loire Atlantique jusqu'en 2017, et son assistant parlementaire, Philippe Quéré avec La loi pour tous, tous pour la loi. Ils ont exposé leurs propositions dans le dernier numéro de Recherche socialiste, la revue de l'OURS (Office Universitaire de Recherche Socialiste).**

**Cap Finistère : Comment est née l'idée de «Loi pour tous et tous pour la loi» ?**

**Philippe Quéré :** À la fin de la législature 2012-2017, nous avons souhaité poursuivre nos travaux pour défendre, faire la pédagogie et proposer des pistes de réforme du Parlement. Alors que l'antiparlementarisme est revenu en force dans nos débats publics ces dernières années, que la campagne présidentielle avait été marquée par des offres politiques « populistes » au sens où des candidats (Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron) avaient joué avec des formes variées de « démagisme » et surjoué une relation directe au « Peuple », nous voulions ne pas abandonner notre combat pour un renforcement du Parlement dans notre vie démocratique.

**Cap Finistère : «Tous pour la loi» signifie que les citoyens ne sont pas assez associés à l'élaboration des textes législatifs ? Et comment pourraient-ils l'être davantage ?**

**Philippe Quéré :** Une chose que nous avons découvert en entrant, l'un comme député, l'autre comme assistant, à l'Assemblée nationale, c'est que celle-ci est en quelque sorte une « auberge espagnole ». Les députés ne légifèrent pas dans une tour d'ivoire. Ils auditionnent en permanence, sur chaque sujet qu'ils ont à travailler, les syndicats de salariés comme d'employeurs, les associations d'usagers, collectifs divers, les universitaires spécialistes du sujet, les administrations centrales, etc.

Par contre, il est vrai que pour un citoyen seul, il n'est pas facile de faire entendre son point de vue.

Or, la démocratie, même représentative, est aussi la promesse d'une égale possibilité pour toutes et tous d'influer sur la fabrication de la loi. Au regard de cela, nous pourrions dire que la meilleure manière pour chacune et chacun d'exercer ce droit est d'être impliqué syndicalement, associativement, etc. Les corps intermédiaires sont des partenaires quotidiens du législateur. Et la loi ne peut pas être la somme de points de vue individuels, il convient que chacune et chacun d'entre nous,

avant de vouloir faire entendre « son » point de vue au législateur, ai déjà mis celui-ci en discussion au sein de la société.



Cependant, cela ne peut pas exonérer le Parlement d'être le plus ouvert possible. C'est ce sujet qui a été travaillé plus particulièrement dans ce premier dossier en partenariat avec l'OURS dans la revue Recherche Socialiste. Cela fait déjà de nombreuses années, bien avant le nouveau monde..., que l'institution et les parlementaires eux-mêmes ont expérimenté de nouvelles procédures. Des ateliers législatifs en circonscription, des formulaires pour recevoir les contributions citoyennes sur toutes les études d'impact de tous les projets de loi comme pour enrichir les travaux des Missions d'Information parlementaires. À l'occasion du travail sur la loi de Christiane Taubira de lutte contre la récidive, nous avons également travaillé avec une association qui s'était proposée d'aller chercher des paroles de personnes qui ne se seraient jamais exprimées spontanément. Ainsi de nombreuses possibilités existent.

Nous avons récemment formulé des propositions pour avancer en ce sens à l'occasion de la réforme du Règlement de l'Assemblée nationale. Malheureusement, le nouveau monde n'est pas aussi progressiste et démocrate qu'il voudrait nous le faire croire.

**Cap Finistère : Votre diagnostic semble largement partagé mais rien ne change ? Qui freine ?**

**Dominique Raimbourg :** Il est difficile de répondre à cette question. De nombreux facteurs sont probablement à l'œuvre. Il ne faut surtout pas sous-estimer la pauvreté de notre Parlement. Les parlementaires sont débordés et manquent de moyens. Cela n'est jamais une circonstance favorable pour porter son regard loin. L'exécutif joue, quant à lui, le jeu du renforcement de son propre pouvoir. Un Parlement plus ouvert renforcerait sa légitimité politique et gagnerait donc en pouvoir, contre la figure du « président de la République ». Il conviendrait aussi que les parlementaires soient, au moins sur un tel sujet, parlementaires avant d'être de tel ou tel parti ou groupe politique. Cela demande du temps. Le renouvellement rapide en réalité des députés (qui en moyenne le sont moins d'un mandat et demi), ne favorise pas non plus le cheminement individuel.

En savoir plus : <https://laloipourtoustouspourlalo.blog/>